

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 8 (1899)
Heft: 40

Artikel: Offener Brief
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-523126>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Erscheint
• • • Samstag

Abonnement:

Für die Schweiz:
3 Monate Fr. 2.—
6 Monate „ 3.—
12 Monate „ 5.—Für das Ausland:
3 Monate Fr. 3.—
6 Monate „ 4.50
12 Monate „ 7.50Vereins-Mitglieder
erhalten das Blatt
gratis.

Inserate:

7 Cts. per Spaltige
Millimeterzeile oder
deren Raum. — Bei
Wiederholungen
entsprechend Rabatt.Vereins-Mitglieder
bezahlen 3/4 Cts.
netto per Milli-
meterzeile
oder deren
Raum.

Organ und Eigentum des

Schweizer Hotelier-Vereins

8. Jahrgang | 8^{te} Année

Organe et Propriété de la

Société suisse des Hoteliers

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

An die Tit. Mitglieder.

welche jeweilen den Winter über ihren Wohnort wechseln, richten wir hiermit die höfliche Bitte, uns rechtzeitig ihre Abreise anzuzeigen, damit die Änderungen in der Spedition des Vereinsorgans vorgenommen werden können und der regelmässige Erhalt desselben keinen Unterbruch erleidet. Die Expedition der „Hotel-Revue“.

MM. les Sociétaires

qui, pendant l'hiver, changent leur domicile, sont priés d'aviser à temps notre bureau de leur départ, afin d'éviter des irrégularités dans l'expédition de l'organe social.

Administration de l'„Hotel-Revue“.

UN CONSEIL.

(Correspondance).

La saison des étrangers est à son déclin, à la montagne, sa fin est venue à l'improviste, trop subitement sans doute pour beaucoup. Il serait prématuré d'en supputer aujourd'hui les résultats matériels, mais on peut d'ores et déjà examiner un point qui nous préoccupe tous au même degré. Nous avons sous les yeux toute une collection de critiques, fondées et non fondées, de plumes autorisées et d'autres qui ne le sont pas. Étudier de près les causes de ces critiques, est une tâche, ingrate certainement, à tout le moins salubre. En lisant les manifestations de cette nature, chaque hôtelier judicieux et intelligent s'est déjà demandé plus d'une fois, les faits relatés sont-ils tous inventés à plaisir, ne comportent-ils pas ci et là une parcelle de vérité, ou notre innocence est-elle vraiment si absolue? S'il y réfléchit à tête reposée, s'il est capable de juger les choses tout objectivement, il arrivera à cette conclusion que si le public et la presse ne témoignent pas à notre profession l'estime qu'elle mérite de par son importance, la faute en est, pour une très large part, imputable à nous-mêmes. Nous nous qualifions de commerçants, mais voyons, la main sur la conscience, sommes-nous commerçants ou, pour mieux dire, exploitons-nous commercialement nos hôtels? Soyons francs et répondons négativement. Le voyageur est-il à même de se renseigner sur le prix qu'il doit payer pour les marchandises fournies par l'hôtel? Non, ou à de très rares exceptions seulement, la plupart du temps il marche à tâtons, dans les ténèbres, et pourtant, il serait si facile d'éclairer ses pas! Nous voyons bien certains hôtels, les grands surtout, afficher leur tarif dans chaque chambre, mais ce tarif n'est que bien rarement complet, il y manque presque toujours l'essentiel, le prix de la chambre. Pourquoi cette lacune, pourquoi ne pas indiquer ce prix avec ceux de tous les autres articles? Nous avons des prix fixes pour le déjeuner, le lunch, le dîner de table d'hôte ou à part, le service de salle et d'appartement, pour les bains, l'omnibus, l'éclairage, etc., des prix fixes encore sur la carte des mets et celle des vins, des prix fixes pour tout et partout, sauf pour la chambre. Pourquoi cela? Au fond, il n'existe pas de motif sérieux et plausible en faveur de cette omission. D'aucuns diront peut-être: le prix de la chambre dépend de la demande; c'est fort bien, mais pourquoi n'appliquer ce raisonnement qu'à la chambre et non à tous les autres articles du tarif? Ce serait au moins plus logique. Si, afin d'éviter des transitions trop brusques, on veut poser le principe que le prix de la chambre doit fonctionner comme régulateur de l'offre et de la demande, il faudrait établir un prix pour les imprimés et un autre pour l'automne, qui seraient alors majorés pendant la saison proprement dite des étrangers; toutefois cette taxation ne devrait pas être arbitraire et les prix

de la chambre devraient être également affichés. Grâce à ce système, l'hôtelier ne s'entendrait plus traiter de rançonneur, écorcheur et autres jolis qualificatifs de ce genre, le voyageur pourrait aisément s'orienter, la méfiance disparaîtrait et *last not least*, la position sociale de l'hôtelier y gagnerait énormément.

A lui seul, ce dernier point devrait nous engager à faire au moins un essai. Tous ceux qui, au cours d'un voyage, surtout en pays étranger, sont obligés de faire des emplettes, savent par expérience combien il est agréable et rassurant de trouver dans les vitrines d'un magasin les objets désirés avec leur prix respectif en chiffres distincts; vous avez de suite l'impression que le marchand est un homme intègre et que vous pouvez, sans aucun risque, faire vos achats chez lui. Il en est de même pour le voyageur à l'hôtel, il étudiera avec quiétude le tarif affiché dans sa chambre, établira le budget de ses dépenses en regard des ressources dont il dispose et, sûr d'être à l'abri de toute surprise, jouira infiniment plus de son voyage; en outre les rapports entre voyageur et hôtelier seront empreints de plus de cordialité et d'estime réciproque. Nous aussi, nous nous sommes longtemps refusé à afficher le prix des chambres et aujourd'hui nous regrettons de ne pas l'avoir fait plus tôt. Le cas suivant se présente fréquemment: peu après son arrivée, un voyageur entre au bureau et déclare que la chambre qu'on lui a donnée est trop chère et qu'il en préférerait une meilleure marché, le plus souvent, on pourra faire droit à sa demande, on lui assignera une chambre plus conforme à ses goûts et moyens et quand bien même la chose ne serait pas immédiatement possible, la réclamation aura eu au moins l'avantage de faire connaître les prétentions du voyageur et de permettre à l'hôtelier de faire cesser une situation assez peu agréable pour le premier. Qu'on ne dise pas que le voyageur a la faculté de se renseigner sur le prix des chambres; il y a aussi des voyageurs timides qui se gênent de questionner, il en est d'autres qui, disons-le, sont trop fiers pour s'enquérir des prix, bref et quels que soient les motifs, tout le monde n'a pas le même caractère ou tempérament. D'autre part, le voyageur non renseigné est poursuivi constamment par cette préoccupation: que va me coûter ma chambre? Il s'endort avec cette idée dans la tête, il en rêve et à son réveil le premier sentiment qui s'empare de lui, c'est l'appréhension du prix de sa chambre. Peut-être exagérons-nous quelque peu, mais en réalité c'est bien ainsi que les choses se passent. Nous employons une partie de nos loisirs à voyager et avouons éprouver toujours une grande satisfaction à trouver les prix affichés dans les hôtels où nous sommes un inconnu pour le propriétaire. Essayons donc, jetons enfin par dessus bord nos préjugés, que de combinaisons, qualifiées d'embellies d'impossibles à réaliser, qui ont donné plus tard d'excellents résultats! Les grands établissements et surtout ceux qui n'hébergent pas de pensionnaires, devraient ouvrir la marche, les autres suivront et devront suivre.

Une autre fois, nous vous entretiendrons de l'abus qui se fait de l'appellation hôtel. Ch. St.

Offener Brief.

Wien, 27. September 1899.

Geehrte Redaktion der „Hotel Revue“, Basel.

In der am 5. August d. J. erschienenen Nummer 31 Ihres geschätzten Blattes, welches, wie ich jetzt bei Durchsicht der während der Ferien eingelaufenen Postsachen ersehe, mir von Ihnen direkt zugeschickt wurde, bin ich von Herrn Ch. St. unter dem Titel: „Unsaubere Waffen“ persönlich angegriffen worden und zwar wegen einer, in meinem Buche: „Ueber öster-

reichische Alpenhötel“ nebenbei gemachten kurzen Bemerkung über den Vielverbrauch der Schweiz auch an künstlichen Nahrungsmitteln, welcher Bemerkung ich, da sie mit meiner persönlichen Erfahrung nicht übereinstimmt, daher geflissentlich auch die Worte „wie es heisst“ zugesetzt habe.

Wie Herr Ch. St. mir „unsaubere Waffen“ vorwerfen will, der ich gegen die Schweiz gar nicht kämpfen wollte und der ich in meinem Buche nur voll des grössten Lobes für dieses Land bin, ist mir unerfindlich; welche Meinung ich von diesem Lande und seiner Hotelwirtschaft habe, geht aus folgenden Aufzählungen hervor, die ich wörtlich aus den betreffenden Stellen meines Buches zitiere, da ich die Schweiz stets als Muster hinstellte. Ich hebe hervor, wieviel und was alles zur Hebung des Fremdenverkehrs geschehen ist und zwar sowohl im Interesse des Landes selbst, als auch insbesondere im Interesse der Fremden, wodurch ein Fremdenzug in einzig dastehender Weise hervorgerufen wurde; ich zolle Lob den städtlichen Kunststrassen, die sich bereits auch nach den Quertälern verteilen; ich erwähne der zahlreichen, kunstvoll geführten Bahnen und der vielen Spezialbahnen; ich hebe ganz besonders hervor: die stete Beachtung auf die Bequemlichkeit der Reisenden, die Schaffung angenehmer, hochgelegener Sommerfrischen und Luftkurorte; ich mache aufmerksam auf das Vorhandensein grossartiger, vorzüglich eingerichteter und gut geführter Hotels, zerstreut allenenthalben im Lande, oft sogar an schier unzugänglich scheinenden Punkten; ich betone, dass diese Hotels selbst den vermögtesten Gästen Genüge leisten können und vermöge schliesslich, dass, obwohl ihre Zahl heute schon Legion ist, solche in immer neuer Zahl auf luftigen, aussichtsreichen Höhen entstehen.

Nun kommt jene Bemerkung, die aus dem Kontraste herausgerissen, gegen mich die Waffen schiednen wollte; sie lautet: „Dieser jährliche, immense Massenbesuch der Schweiz soll es freilich dahin gebracht haben, dass dort, wie es heisst, der grösste Verbrauch (auch) an künstlichen Kaffeebohnen stattfindet, dass dieses Land die grösste Einfuhr an Margarinbutter hat, dass dort zumeist gebliebener Syrup als Honig und ungemein viel Kunstein genossen wird.“

Aber sofort heisst es: „Gewiss ist es aber auch, dass kaum in einem zweiten Lande dem Fremden so viel und so vorzügliches und zu nicht hohem Preise geboten wird, als gerade in der Schweiz.“ Wo sind hier „unsaubere Waffen“ und wo wird überhaupt gegen die Schweiz gekämpft? Es dürfte wohl selbstverständlich und auch wahrscheinlich sein, dass dort, wo der grösste Fremdenverkehr und demgemäss der grösste Konsum stattfindet, die Einfuhr künstlicher Nahrungsmittel, deren sich heute kein Land mehr erwehren kann, neben den eigenen Naturprodukten auch eine erhebliche Menge ausmachen muss. Doch ist überhaupt diese obige Bemerkung gewiss ganz nebensächlich, wenn man sie nicht geflissentlich aus dem Zusammenhang reisst und ebenso sicher ist es, dass ich die Schweiz gelobt und nicht getadelt habe.

Unendlich ist mir auch die Schlussbemerkung des Herrn Ch. St.: „Sollte der Herr Professor aus Wien etwa an der Exkursion einer Anzahl Techniker im Mai durch die Schweiz teilgenommen und so schlechte Erfahrungen gemacht haben? Ich glaube kaum!“

Es ist doch dankbarst in weite Kreise getragen worden und also auch mir bekannt geworden, welches herzliche Entgegenkommen, welche gastfreundliche und wahrhaft grossartige Aufnahme unsere Wiener Techniker damals gefunden haben!

Auch fällt mir auf, dass man auf mein vor 2 1/2 Jahren erschienenen Buch erst jetzt und nur auf jene Zeilen zurückkommt?

Da es sich in Ihrem geschätzten Blatte nun gewiss nicht um eine absichtliche Entstellung meiner Aeusserung und meiner Kritik über die

Schweiz handeln kann und gewiss auch nicht Ihrerseits ein persönlicher Angriff, zudem ganz unverdienter Weise gegen meine Person gutgeheissen wird, werden Sie es gewiss nur billig und gerecht finden, wenn ich mich an Sie mit der Bitte wende, durch Aufnahme dieser Zeilen mir freundlichst Genugthuung zu schaffen.

Bei Ihrer Unparteilichkeit und Gerechtigkeit darf ich die Erfüllung dieses Ansuchens gewiss entgegensehen und erwarten, dass mir die betreffende Nummer gleichfalls zugesendet wird.

Mit aller Achtung

Professor Prokop, Wien.

Anmerkung der Redaktion. Ohne unsern Korrespondenten, falls er für gut finden sollte, sich zu einer Erwiderung herbeizulassen, vorgehen zu wollen, bemerken wir hier, dass wenn erst 2 1/2 Jahre nach Erscheinen des betr. Buches dessen teilweise Inhalt zur Sprache gekommen, dies geschah, weil die Existenz desselben unsern Korrespondenten nicht früher bekannt war. Ferner: Der in Frage stehende Passus hat denn doch eine allzu tendenziöse Färbung und gleicht zu sehr einem wohlgezielten Hieb, als dass man annehmen könnte, er sei so ganz von ungefähr oder als nebensächliche Bemerkung unter die Lobreden geraten. Herr Prof. Prokop mag sich übrigens eine gewisse Nummer des „Nebelspalter“ zukommen lassen und er wird sehen, dass auch jenes Blatt die betr. Auslassungen nichts weniger als nebensächlich aufgefasst hat; denn es geht mit dem Herrn Professor noch viel schärfer ins Gericht, als unser Korrespondent es gethan.

Eine interessante Erfindung wurde in der Gwüzmühle der Herren Bohny, Hollinger & Cie. in Basel praktisch demonstriert. Es handelt sich um Pfropfen aus Pappelholz, die durch ein besonderes Verfahren dicht und antiseptisch zubereitet sind, so dass sie den damit verschlossenen Flüssigkeiten keinen schlechten Geschmack geben können. Die angestellten Versuche ergaben, dass das Pfropfen ebenso leicht geht wie mit Kork, während das Herausziehen mit einem gewöhnlichen Zapfenzieher oder mit einer kleinen flachen Zange leichter und bequemer ist, denn das Uebelstand des Abbrechens beim Herausziehen ist damit radikal abgeholfen. Für moussierende und gasaltige Getränke wurden konisch gebohrte Zapfen verwendet und bei 9 Atmosphären Druck die Flaschen mehrmals geschlossen und geöffnet, ohne dass irgend ein sonstiger äusserer Verschluss der Pfropfen gehalten hätte. Angesichts der Billigkeit dieser neuen Pfropfen dürften dieselben in Zukunft wohl berufen sein, die Korkzapfen in vielen Fällen zu ersetzen.

Zur Abschaffung der Briefmarken. Im englischen Post-Office wird gegenwärtig die Abschaffung der Briefmarken geplant. Ein in der „Zeitschrift für Post und Telegraphie“ No. 27 des Jahres 1897 veröffentlichter Aufsatz von J. Baumann enthält alle Wesentlichen des Planes, den nun das englische Post-Office aufgreifen hat. In diesem Aufsatz bespricht der Verfasser zunächst die Mängel der Briefmarke, die Unbequemlichkeiten, die Ankauf und Gebrauch der Marken verursachen, die entstehenden Zeitverhältnisse und, für grosse Firmen, den durch den Verkauf in grossen Massen sich ergebenden Zinsverlust. Das alles liess sich vermeiden, wenn man die Marke abschaffte und den Briefen als Quittung für die erfolgte Frankaturgebühr einen Stempel aufdrückte. Das könnte an den Schaltern der Postämter, bequemer noch ausserhalb der Post geschehen. Die Postverwaltung brauchte nur selbstregistrierende Stempelautomaten, deren Herstellung der heutigen Technik keinerlei Schwierigkeiten bietet, anfertigen zu lassen und an Geschäftshäuser, Banken, Wirte und andere Interessenten abzugeben. Eine Menge zeitraubender Operationen und eine gewaltige Entlastung der Post wäre damit gewonnen.

Downloaded from https://www.cambridge.org/core. University of Cambridge, on 02 Jun 2018 at 12:00:00, subject to the Cambridge Core terms of use, available at https://www.cambridge.org/core/terms. https://doi.org/10.1017/S0022216X18000509